

La lutte pour la terre et le territoire au centre d'actions collectives en Colombie (régions du Nord du Cauca et du Pato-Balsillas dans le Caquetá)

AUTEUR-ES

Andrés Felipe LÓPEZ
GALVIS,
Martine GUIBERT

RÉSUMÉ

En Colombie, les notions de « terre » et de « territoire » sont largement liées aux revendications de populations et d'organisations rurales et paysannes pour une meilleure distribution du foncier agricole. Dans les régions du nord du Cauca et dans la zone du Pato-Balsillas (Caquetá), concernées historiquement par la confrontation armée entre forces militaires et groupes insurgés, nous constatons que la lutte pour la terre et le territoire sont au centre d'actions collectives, en tant que revendication et réponse aux effets des processus d'ajustement structurel des années 1990. Nous caractérisons les types de conflits à dimension foncière qui se sont succédé, ainsi que les types de territorialité qui ont émergé dans le cadre du conflit armé qui s'est prolongé dans le temps et qui marque profondément les mutations des espaces ruraux colombiens. Nous montrons que les stratégies spatiales mises en place par les populations paysannes participent à la configuration de formes de gouvernance ascendantes (*bottom-up*), qui interagissent à différents niveaux avec des dispositifs de gouvernance institués (*top-down*) instaurés par l'État central.

MOTS CLÉS

conflit foncier, action collective, paysannerie, territorialité, conflit armé, conflit foncier, Colombie

RESUMEN

En Colombia, las nociones de tierra y territorio están íntimamente ligadas a las reivindicaciones de poblaciones y organizaciones rurales y campesinas en torno a la repartición en el uso y aprovechamiento de la tierra. En las subregiones del Norte del Cauca y en la zona del Pato-Balsillas (Caquetá), atravesadas históricamente por la confrontación armada con grupos insurgentes, nos preguntamos sobre la aparición de la noción de "territorio", como una reivindicación, pero también, como respuesta a las reformas de ajuste estructural de los años 1990. Buscamos caracterizar los diferentes tipos de conflictos en torno al uso de la tierra y el territorio, así como los diferentes tipos de territorialidad que se desarrollan en el marco del conflicto armado prolongado, que marca las mutaciones de los espacios rurales colombianos. Mostramos que, las estrategias espaciales desarrolladas por parte de las poblaciones campesinas de nuestras zonas de estudio participan en la configuración de formas de gobernanza (*bottom-up*), que interactúan en diferentes niveles con los dispositivos instituidos (*top-down*) instaurados por el Estado central.

PALABRAS CLAVES

Acción colectiva, campesinado, territorialidad, conflicto armado, lucha por la tierra, Colombia

Dès la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, des historiens, sociologues et anthropologues, particulièrement O. Fals Borda, A. Molano et D. Fajardo ont entrepris une analyse du processus de colonisation et de déplacements forcés des populations rurales en Colombie. Ils ont développé une approche géo-historique des conflits sociaux sur laquelle nous nous appuyons pour saisir les motifs et les formes de lutte pour la terre et le territoire cristallisées dans des actions collectives débouchant sur la production, depuis le bas, de nouveaux types de territoires.

CONFLITS ET APPROPRIATION SPATIALE

À la différence d'une approche classique de l'espace et d'une prétendue homogénéité dans sa nature, l'analyse des processus d'appropriation de l'espace suppose d'appréhender les différentes catégories d'acteurs, leurs différentes intentionnalités et les résultats de leurs actions qui restent souvent conflictuels (Silva Prada, 2016). Le conflit peut être défini comme un processus social dans lequel au moins deux parties essaient d'imposer des valeurs excluant, dans un cadre de pénurie de ressources, afin d'avoir une influence dans la conduite et le contrôle de groupes sociaux (Coser cité dans Pérez, 2004 : 64). Il existe en Colombie deux types de conflits dans les espaces ruraux, l'un appelé « conflit agraire » et l'autre « conflit armé interne ». M. Palacios (cité dans Fajardo, 2015 : 96) définit le conflit armé comme celui qui « enregistre en un an, au moins 25 confrontations mortelles entre forces diverses, dont l'une d'entre elles doit être étatique »¹. Le conflit agraire garde un lien plus proche avec la lutte pour la terre, alors que le conflit armé est davantage lié à celle pour le territoire et, ce faisant, au contrôle de la population et de l'institution publique pour « l'extraction de ressources » (PNUD & Machado, 2011 : 186). Or, dans le cadre de la contestation sociale en Colombie, l'appropriation de l'espace par les populations rurales est historiquement articulée avec la

¹ Les citations de Palacios et de Silva Prada données dans ce texte, dont l'original est en espagnol, sont des traductions des auteur-es.

lutte pour la terre et, depuis les années 1990, avec la lutte pour le territoire. C'est ainsi que nous faisons le parallèle entre les dynamiques de peuplement dues à une concentration de la terre et le développement de pratiques de stabilisation spatiale par des communautés rurales déplacées de force. Nous cherchons ici à comprendre l'évolution des pratiques discursives et des pratiques spatiales des populations rurales comme réponse à l'évolution du contexte économique et social du pays, voire de la région latino-américaine. L'ajustement structurel appliqué à partir des années 1990 a en effet opéré un changement brutal du modèle de développement agricole : importations privilégiées avec la quasi-disparition des restrictions douanières, baisse du soutien public à l'agriculture, passé de 4,8 % du budget national en 1990 à 0,8 % en 2000 (Contraloría General de la República² cité dans Fajardo, 2002).

LE DISPOSITIF SPATIAL DES ZRC (ZONES DE RÉSERVE PAYSANNE)

Dans un travail doctoral récemment soutenu (López Galvis, 2022), nous avons étudié deux régions concernées historiquement par la confrontation armée : le nord du Cauca et la zone de Pato-Balsillas au Caquetá. Les différents processus de violence ont produit l'expulsion des populations, déplacées successivement vers des fronts pionniers, et la concentration de l'usage et de la propriété rurale. Nous avons enquêté auprès de populations en provenance initialement des régions centrales localisées sur l'axe andin. Ces populations forment à leur arrivée des comités de *colonos*³, organisations qui, à partir de la gestion du quotidien, encadrent et collectent des fonds pour la construction d'écoles et l'entretien des voies de communication (pistes), entre autres. Elles deviennent une forme de pouvoir civil très important localement, là où se déroule la confrontation armée. Elles se sont ainsi appropriées un dispositif spatial reconnu par la loi, appelé zones de réserve paysanne⁴ (ZRC en espagnol). Surgi au milieu des années 1990 (loi 160/94), ce dispositif devient officiellement la forme de territorialité des populations qui se reconnaissent comme paysannes. Au-delà des ZRC, il y a les *resguardos* pour les indigènes (coloniaux et républicains) et les territoires collectifs des communautés noires. Ces différentes populations rurales ont adapté les droits fonciers à leurs réalités : leurs droits « sont reconnus en référence à une variété de critères ou registres élaborés dans des contextes historiques et politiques précis » (Hoffmann, 2014 : 224). Les populations déploient ainsi des techniques spatiales relevant de leurs modes d'habiter au quotidien, de leurs modes de coexistence avec d'autres acteurs (qui peuvent être armés) et de leur fine connaissance de l'espace géographique.

Dans le cadre du conflit armé prolongé colombien, il nous a semblé nécessaire d'interroger la notion de « conflit territorial » ou « conflit des territoires » pour mieux saisir des processus plus complexes qui se présentent au niveau régional et local. Ici, nous suivons la voie ouverte par O. Hoffmann (2014) qui conclut, à partir de l'analyse de contextes conflictuels en Colombie, que l'espace devient un sujet actif des négociations entre les différents acteurs et, donc, un possible porteur d'innovations politiques.

TERRITORIALITÉS ET GOUVERNANCE ASCENDANTE

Les territoires sont des espaces géographiques appropriés par le biais d'une relation sociale qui se produit ou se maintient à partir d'une forme de pouvoir. Ils se forment dans l'espace géographique, ils sont intermittents, en rapport constant avec les relations sociales, ils sont relatifs, dynamiques et politiques (Silva Prada, 2016). Le concept de territoire va, par conséquent, avec la notion d'appropriation et, comme nous le voyons dans les stratégies et les techniques spatiales mises en place par les populations rurales, il amène des actions de domination et de contrôle d'une partie des terres. Cependant, une évolution apparaît entre cette lutte historique pour la terre et le concept de territoire. Elle se présente d'après D. Silva Prada dans « la transition qui existe depuis la dimension économique de production de la richesse vers la dimension politique de l'organisation de la vie sociale et de la conflictualité » (*ibid.* : 7). Les revendications autour de la terre et du territoire font partie, aussi, du débat sur le respect des « minorités » et le multiculturalisme, avec la demande d'un droit à l'autodétermination face à l'État central et aux groupes économiques qui s'accaparent le foncier (par exemple dans le cas d'activités extractives). La notion de « justice spatiale » émerge dans la réinterprétation faite par les acteurs sociaux non hégémoniques au début des années 1990 et s'exprime selon trois dimensions : le sens de leurs collectifs, celui de leurs valeurs communes et la quête d'un agencement politique en rapport avec la justice (Salamanca Villamizar & Astudillo Pizarro, 2018).

En Colombie, les actions collectives défensives menées par les populations sont classées par le CINEP⁵ sur une grille de lecture spatiale. Depuis 1975, les chercheurs de ce centre alimentent une base de données des luttes sociales (BDLS). A. Restrepo propose en 2019 le classement de ces actions collectives selon quatre types de territorialité, le tout d'après une grille spatiale. D'après C. Raffestin (cité dans Restrepo, 2019 : 244), la territorialité comprend trois éléments : l'identité spatiale de chaque individu, la sensation d'exclusivité et le compartimentage de l'action humaine dans l'espace. D. Silva Prada énonce que « ce sont les acteurs collectifs comme les communautés qui construisent des territoires à travers l'appropriation des espaces, à travers des projets qui leur donnent un sentiment d'appartenance » (2016 : 5).

Nous reprenons cette analyse (tabl. 1) pour mieux saisir les stratégies d'appropriation de l'espace que développent les populations des ZRC étudiées, vues comme des « acteurs spatiaux » qui ont des projets qui leur sont propres, selon leurs idées

² Organisme de suivi et de contrôle des fonctionnaires et des contrats publics.

³ D'après A. Molano, le *colono* paysan est toujours « un déplacé d'autres régions » par la violence, la pression démographique sur la petite propriété ou le chômage urbain.

⁴ D'après la loi 160/94 (art. 80 : 73), ce sont des zones géographiques sélectionnées par l'INCORA (Institut colombien pour la réforme agraire, aujourd'hui Agence nationale de terres) qui doivent développer et stabiliser l'économie paysanne et dépasser les causes et les effets des conflits sociaux.

⁵ Centre de recherche et d'éducation populaire. Le CINEP est une fondation créée en 1972 par des jésuites pour la production systématique d'information avec un rigueur scientifique et un regard critique et alternatif sur la réalité colombienne.

d'identité et d'appartenance (Silva Prada, 2016).

Tableau 1. Types de territorialité et actions collectives en Colombie

Source : López Galvis, 2022, à partir de Restrepo, 2019

Type de territorialité	Action collective / technique spatiale
Exigence d'accès à l'espace physique	Occupation de parcelles rurales ou urbaines (<i>tomas de tierras</i>)
Demande par les populations rurales de demeurer dans l'espace où elles se sont installées. Revendication d'une vie digne	Stratégies légales pour reprogrammer le remboursement des crédits liés à une parcelle agricole. Actions légales pour contester la propriété des parcelles
Actions ponctuelles dans des lieux revendiqués comme corridors ou espaces « humanitaires » qui ne peuvent pas être touchés par la confrontation armée	Actions de résistance civile. Constitution de zones humanitaires de protection (salles polyvalentes, écoles, autres espaces publics)
Reconnaissance des différentes visions d'un même espace physique : territorialités superposées ou multiterritorialités	Négociations politiques entre différentes organisations rurales : indigène et paysanne ou afro

L'appropriation de l'espace chez les communautés paysannes des zones rurales étudiées passe par l'adaptation des *juntas de acción comunal* (JAC) ou conseils d'action villageoise. Dans les régions en conflit armé et de colonisation par des *colonos* avec une présence historique des FARC⁶, la mise en place de ces dispositifs normatifs, qui prennent en compte les populations rurales en tant qu'acteurs importants qui doivent être reconnus, a été réalisée à l'issue de négociations politiques avec le groupe insurgé. Des rapports asymétriques de pouvoir (Moreno, 2015) se sont développés entre guérillas, associations paysannes et entités de l'État central ; ils participent à la mise en forme du social.

Dans nos zones d'étude, les organisations paysannes qui se reconnaissent dans le dispositif des ZRC ont élaboré au fil du temps des manuels de coexistence et des accords communautaires qui fixent des règles concernant, entre autres, l'arrêt de la déforestation, la définition de limites pour la colonisation des terres agricoles, la résolution des conflits. Leur connaissance profonde de l'espace géographique, la négociation continue avec les autres acteurs présents (guérillas, autres populations rurales, entités décentralisées du gouvernement central) et l'appropriation par ces populations de dispositifs de régulation proposés à différents moments par l'État central, leur ont donné un pouvoir important d'intermédiation, notamment au moment des négociations pour l'issue du conflit armé et dans d'éventuels nouveaux scénarios de transition politique. Le plan de développement durable (PDD) de chaque ZRC peut aussi refléter ces accords et ces pratiques au quotidien.

Finalement, ces communautés mettent en place des formes de gouvernance ascendantes (*bottom-up*) qui interagissent à différents niveaux avec des dispositifs de gouvernance institués (*top-down*) instaurés par l'État central. Les pratiques quotidiennes des acteurs sociaux, dans notre cas les populations paysannes des ZRC, constituent un exercice de négociation permanente avec l'État central (Moreno, 2015), sur fond de conflit pour l'appropriation des terres et du territoire.

RÉFÉRENCES

- Fajardo D., 2015, « Estudio sobre los orígenes del conflicto social armado, razones de su persistencia y sus efectos más profundos en la sociedad colombiana », in J. Estrada (coord.), *Conflicto social y rebelión armada en Colombia. Ensayos críticos*, Bogotá, Gentes del Común, p. 95-149.
- Fajardo D., 2002, *Para sembrar la paz, hay que aflojar la tierra. Comunidades, tierras y territorios en la construcción de un país*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia-IDEA.
- Hoffmann O., 2014, « La géographie, ça sert, aussi, à faire la paix. Territoire et exclusion en contextes multiculturels », *CIST2014 - Fronts et frontières des sciences du territoire, mars 2014*, Paris, CIST, p. 223-228 [hal.science/hal-01353420].
- López Galvis A. P., 2022, *L'État central versus l'État « par le bas » en milieu rural. Les zones de réserve paysanne (ZRC) en Colombie entre 1996 et 2018 (les cas du Pato-Balsillas et du nord du Cauca)*, thèse en géographie-aménagement, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès-Universidad Externado de Colombia [theses.fr/2022TOU20013].
- Moreno D., 2015, « *El Estado somos nosotros* ». *Prácticas organizativas comunitarias de la zona rural de San Vicente del Caguán-Caquetá, como materialización de la construcción del Estado local en Colombia*, mémoire de magister en anthropologie, Lima, Universidad de los Andes.
- Pérez M., 2004, « La conformación territorial en Colombia: entre el conflicto, el desarrollo y el destierro », *Cuadernos de Desarrollo Rural*, n° 51, p. 61-90.
- PNUD, Machado A., 2011, *Colombia rural: razones para la esperanza. Informe Nacional de Desarrollo Humano*, Bogotá, PNUD.
- Restrepo A., 2019, « El espacio en movimiento. Cómo pensar la producción del espacio en cuarenta años de luchas sociales en Colombia », in M. Archila Neira, M. C. García Velania, L. Parra Rojas & A. M. Restrepo Rodríguez (dir.), *Cuando la copa se rebosa. Luchas sociales en Colombia, 1975-2015*, Bogotá, CINEP, p. 241-266.
- Salamanca Villamizar C., Astudillo Pizarro F., 2018, « Justice environnementale, méthodologies participatives et extractivisme en Amérique latine », *JSSJ*, n° 12, numéro thématique « Les visages multiples de la justice spatiale », p. 1-15 [jssj.org/article/justice-environnementale-methodologies-participatives-et-extractivisme-en-amerique-latine/#page].
- Silva Prada D. F., 2016, « Construcción de territorialidad desde las organizaciones campesinas en Colombia », *Polis*, n° 43, p. 1-18 [journals.openedition.org/polis/11786].

LES AUTEUR·ES

Andrés Felipe López Galvis
Universidad Externado de Colombia – CIDS (Colombie)
andres.lopez8@uexternado.edu.co

Martine Guibert
Université Toulouse Jean-Jaurès – LISST / Dynamiques rurales
martine.guibert@univ-tlse2.fr

⁶ FARC : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces armées révolutionnaires de Colombie).